



PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LAC-BEAUPORT

Procès-verbal de la session ordinaire de ce conseil municipal,  
tenue le 7 décembre 2009 à 20 heures,  
à la salle Philippe-Laroche du centre communautaire de Lac-Beauport  
à laquelle sont présents :

Monsieur Michel Beaulieu, maire

Mesdames les conseillères Louise Delâge  
Alice Dignard  
France Thériault

Messieurs les conseillers Olivier Bérard  
Charles Brochu  
Robert Fournier

Tous membres dudit conseil et formant quorum sous la présidence de  
monsieur Michel Beaulieu, maire

La directrice générale et secrétaire-trésorière, Madame Hélène Renaud est  
également présente.

**1. Ouverture de la réunion**

Le président déclare la session ouverte à 20 h 00.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par madame France Thériault,

d'adopter l'ordre du jour comme suit :

**ORDRE DU JOUR**

**SESSION ORDINAIRE DE CE CONSEIL MUNICIPAL  
TENUE LE 7 DÉCEMBRE 2009**

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du procès-verbal de la session ordinaire du 9 novembre 2009

**ADMINISTRATION**

4. Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des membres du conseil
5. Calendrier des sessions ordinaires et extraordinaires du conseil pour 2010
6. Adoption de la liste des comptes à payer du mois de novembre 2009
7. Avis de motion- Règlement numéro 9-209 établissant les taux de taxes, les tarifications, le taux d'intérêts et les modalités de paiement du compte de taxes pour l'exercice 2010
8. Engagement d'un directeur général et secrétaire-trésorier
9. Engagement d'une assistante en gestion financière
10. Acceptation d'une soumission pour l'entretien des espaces verts
11. Financement d'un emprunt de 3 377 000 \$ au moyen d'obligations
  1. Résolution d'adjudication
  2. Résolution de concordance

- 3. Résolution de courte échéance
- 4. Résolution de prolongation
- 12. Autorisation de signature d'un protocole d'entente dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites (PRECO)

**URBANISME ET ENVIRONNEMENT**

- 13. DM2009-160 – 42, chemin de la Fenièr
- 14. DM2009-161 – 407, chemin du Tour-du-Lac
- 15. DM2009-162– 33, chemin de la Brunante
- 16. Acceptation d'une soumission pour la vidange et le transport des boues des fosses septiques, des fosses de rétention et des puisards pour les années 2010-2014

**LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE**

- 17. Nomination d'un représentant auprès du centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches
- 18. Période de questions
- 19. Levée de la séance

Appuyé par monsieur Robert Fournier

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-01**

**3. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 9 novembre 2009**

La rédaction du procès-verbal de la session ordinaire du 9 novembre 2009 étant jugée conforme aux délibérations,

Il est proposé par monsieur Olivier Bérard,

D'approuver ce procès-verbal.

Cette proposition est appuyée par madame Alice Dignard.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-02**

**4. Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des membres du conseil**

Suivant les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la secrétaire-trésorière, madame Hélène Renaud dépose devant le conseil les déclarations des intérêts pécuniaires des membres du conseil. Ces documents ont un caractère public.

**5. Calendrier des sessions ordinaires et extraordinaires du conseil pour 2010**

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (L.Q. 2008, c. 18) qui a été sanctionnée le 12 juin 2008, le conseil municipal doit établir un calendrier de ses séances au début de chaque année ;

En conséquence il est proposé par madame France Thériault,  
Appuyé par monsieur Charles Brochu,  
Et résolu unanimement :

d'adopter le calendrier des séances du conseil pour l'année 2010. Toutes les séances se tiendront dans la salle Philippe-Laroche du centre communautaire à 19 h aux dates suivantes :

Les lundis 11 janvier, 1<sup>er</sup> février, 8 mars, 5 avril, 3 mai, 7 juin, 5 juillet, 2 août, 13 septembre, 4 octobre, 1<sup>er</sup> novembre et 6 décembre.

Une séance extraordinaire consacrée exclusivement aux prévisions budgétaires de l'exercice financier 2011 se tiendra le lundi 20 décembre au lieu habituel des séances du conseil.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-12-03**

**6. Adoption de la liste des comptes à payer du mois de novembre 2009**

Madame Alice Dignard soumet au conseil le mémoire des comptes du mois de novembre 2009 et en propose l'acceptation.

La directrice générale et secrétaire-trésorière est autorisé à effectuer le paiement des comptes soumis dont 367 903 \$ au fonds des activités financières et 261 233 \$ au fonds des activités d'investissement pour un total de 629 136, \$

Elle est appuyée par madame France Thériault,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-04**

**7. Avis de motion- Règlement numéro 9-209 établissant les taux de taxes, les tarifications, le taux d'intérêts et les modalités de paiement du compte de taxes pour l'exercice 2010**

Madame Louise Delâge donne un avis de motion de la présentation à une séance ultérieure, d'un règlement portant le numéro 9-209 établissant les taux de taxes, les tarifications, le taux d'intérêts et les modalités de paiement du compte de taxes pour l'exercice 2010.

Elle demande également une dispense de lecture dudit règlement.

**8. Engagement d'un directeur général et secrétaire-trésorier**

ATTENDU QU' un concours en vue de recruter un candidat pour le poste de directeur général a été ouvert à la suite de l'annonce du départ à la retraite de la titulaire de ce poste ;

ATTENDU QU' à la suite d'un processus de sélection rigoureux, le comité formé à cette fin recommande au conseil l'engagement de monsieur Richard Labrecque ;

ATTENDU QUE monsieur Richard Labrecque est disposé à occuper le poste de directeur général et secrétaire-trésorier à compter du 18 janvier prochain ;

ATTENDU QUE les membres du conseil sont disposés à donner suite à la recommandation des membres du comité de

sélection et à procéder à l’engagement de monsieur Richard Labrecque ;

En conséquence il est proposé par madame Louise Delâge,  
Appuyé par monsieur Robert Fournier,  
Et résolu unanimement

d’engager monsieur Richard Labrecque au poste de directeur général et secrétaire-trésorier pour une période d’essai de 2 ans. Les conditions d’emploi sont contenues à l’entente sur les conditions de travail des employés municipaux.

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-05**

**9. Engagement d’une assistante en gestion financière**

ATTENDU QUE l’employée qui occupe le poste d’assistante en gestion financière a quitté ses fonctions pour prendre sa retraite ;

ATTENDU QUE la Municipalité doit combler ce poste;

ATTENDU QUE suite à un concours de recrutement, la candidature de Madame Line Leclerc a été retenue ;

Il est proposé par madame Louise Delâge,  
Appuyé par monsieur Charles Brochu,  
Et résolu :

Que la Municipalité procède à l’engagement de Madame Line Leclerc comme assistante en gestion financière pour une période d’essai d’un an. Les conditions d’emploi applicables à ce poste sont celles mentionnées au document établissant les conditions de travail des employés municipaux.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-06**

**10. Acceptation d’une soumission pour l’entretien des espaces verts**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Beauport a demandé des soumissions publiques pour l’entretien des espaces verts pour les années 2010, 2011 et 2012 ;

ATTENDU QUE l’ouverture des soumissions a eu lieu le 13 novembre 2009 à 11 h 00 ;

ATTENDU QUE trois entreprises ont déposé des soumissions ;

ATTENDU QUE les soumissions déposées se lisent comme suit :

<b>Soumissionnaires</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Verdure Royale	34 000 \$	34 000 \$	34 000 \$
Fertisol Plus	58 495 \$	58 495 \$	59 664,90 \$
Les Pelouses Intermodales	75 300 \$	75 300 \$	75 300 \$

En conséquence, il est proposé par monsieur Charles Brochu ,

D’accepter la soumission de l’entreprise Verdure Royale au montant de 34 000\$ (excluant les taxes) par année, en conservant la possibilité de faire exécuter certains travaux optionnels aux prix soumis, selon les conditions mentionnées aux documents d’appel d’offres portant le numéro 09-99. Il est également résolu d’autoriser le maire et la directrice générale à signer un contrat donnant suite à la présente résolution.

Il est appuyé par madame Alice Dignard.

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-07**

**11. Financement d’un emprunt de 3 377 000 \$ au moyen d’obligations**

**a) Résolution d’adjudication**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Beauport dans la MRC de La Jacques-Cartier entend émettre une série d’obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements numéros 422 (réseau d’aqueduc), 454 (chemin du Montagnard), 99-0300-05 (génératrices pour le réseau d’aqueduc), 99-0400-06 (réseau sanitaire des chemins de l’Orée et des Chaumières), 437 (construction de la bibliothèque et salle communautaire ), 4-131 (réseau sanitaire des chemins du Brûlé et de la Fenière ), 4-132 (surdimensionnement de la conduite d’aqueduc du chemin des Passereaux), 4-135 (Pavage du chemin de la Tournée), 4-136 (Pavage du chemin de l’Éperon ), 9-186 (acquisition du terrain pour le projet de logements sociaux) et 9-202 (construction de la caserne);

ATTENDU QUE la municipalité a demandé, à cet égard, par l’entremise du système électronique «Service d’adjudication et de publication des résultats de titres d’emprunts émis aux fin du financement municipal», des soumissions pour la vente d’une émission d’obligations au montant de 3 377 000 \$, datée du 22 décembre 2009 ;

ATTENDU QU’ à la suite de cette demande, la municipalité a reçu les soumissions ci-dessous détaillées :

**Soumissionnaire : FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.**

Prix : 98,54600	Coût réel : 3,34228 %	
170 000 \$	1,10000 %	2010
175 000 \$	1,50000 %	2011
181 000 \$	2,25000 %	2012
186 000 \$	2,75000 %	2013
2 665 000 \$	3,10000 %	2014

**VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.**

Prix : 98,35100	Coût réel : 3,38893 %	
170 000 \$	1,00000 %	2010
175 000 \$	1,50000 %	2011
181 000 \$	2,25000 %	2012
186 000 \$	2,75000 %	2013
2 665 000 \$	3,10000 %	2014

**RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.**

Prix : 98,44040	Coût réel : 3,49252 %	
170 000 \$	1,25000 %	2010
175 000 \$	2,00000 %	2011
181 000 \$	2,50000 %	2012
186 000 \$	3,00000 %	2013
2 665 000 \$	3,20000 %	2014

ATTENDU QUE l’offre présentée par **Financière Banque nationale Inc.** s’avère la plus avantageuse pour la municipalité de Lac-Beauport ;

Il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame France Thériault,  
Et résolu :

QUE l’émission d’obligations au montant de 3 377 000 \$ de la Municipalité de Lac-Beauport soit adjugée à Financière Banque Nationale Inc. ;

QUE demande soit faite à ce dernier de mandater Services de dépôt et de compensation (CDS) Inc. pour l’inscription en compte de cette émission ;

QUE monsieur Michel Beaulieu, maire et madame Hélène Renaud secrétaire-trésorière soient autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance ;

QUE CDS agisse à titre d’agent d’inscription en compte, d’agent détenteur de l’obligation, d’agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l’égard de ses adhérents ; le conseil autorise CDS à agir à titre d’agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d’entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée ;

QUE CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l’obligation, à cet effet, le conseil autorise la secrétaire-trésorière à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises. »

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-12-08**

**b) Résolution de concordance**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Beauport entend émettre une série d’obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant de 3 377 000 \$ en vertu des règlements d’emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d’eux :

Règlements d’emprunt	Pour un montant de
422	187 200,
454	10 000,
99-0300-05	13 900,
99-0400-06	28 300,
437	56 200,
4-131	32 800,
4-132	15 300
4-135	100 000,
4-146	92 600,
9-186	350 000,
9-202	2 490 700,

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises ;

Il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame France Thériault,  
Et résolu :

QUE les règlements d’emprunt indiqués précédemment soient amendés, s’il y a lieu, afin qu’ils soient conformes à ce qui est stipulé ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d’obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l’émission de 3 377 000, \$ ;

QUE les obligations, soit une obligation par échéance seront datées du 22 décembre 2009 ;

Que ces obligations seront immatriculées au nom de Services de dépôt et de compensation CDS Inc.(CDS) et seront déposées auprès de CDS ;

Que CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d’inscription en compte, agent détenteur de l’obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l’égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d’entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée;

Que pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, CDS soit autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l’institution financière suivante : Caisse populaire Desjardins de Charlesbourg

Que les intérêts soient payables semi-annuellement le 22 juin et le 22 décembre de chaque année ;

Que les obligations ne soient pas rachetables par anticipation ; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., c. D-7,) ;

Que les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance, soient signées par le maire et la secrétaire-trésorière. La Municipalité, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d’agir en tant qu’agent financier authenticateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu’elles auront été authentifiées.

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-12-09**

**c) Résolution de courte échéance**

Il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame France Thériault  
Et résolu :

QUE, pour réaliser l’emprunt au montant total de 3 377 000 \$, effectué en vertu des règlements numéros 422, 454, 99-0300-05, 99-0400-06, 437, 4-131, 4-132, 4-135, 4-136, 9-186, 9-202, la Municipalité de Lac-Beauport émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d’emprunt, c’est-à-dire pour un terme de :

cinq (5) ans (à compter du 22 décembre 2009); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2015 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d’emprunt numéros 99-0400-06, 4-131, 4-132, 4-135, 4-136, 9-186 et 9-202, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l’emprunt.

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-12-10**

**d) Résolution de prolongation**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac Beauport désire se prévaloir des dispositions de l’article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., c. D-7), qui prévoit que le terme original d’un emprunt peut être prolongé d’au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac Beauport aura le 21 décembre 2009, un montant de 554 600 \$ à renouveler, sur un emprunt original de 864 793 \$, pour une (des) période(s) de 5, 10 et 15 ans, en vertu des règlements d’emprunt numéros 422, 454, 99-0300-05, 99-0400-06, 437, 4-131, 4-132, 4-135, 4-136):

ATTENDU QUE ledit renouvellement n’a pas été effectué à la date prévue;



ATTENDU QU' un montant de 18 300 \$ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 536 300 \$;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement soit datée du 22 décembre 2009;

Il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame France Thériault,  
Et résolu :

QUE la Municipalité de Lac Beauport emprunte 536 300 \$ par obligations en renouvellement d'une émission d'obligations, pour un terme additionnel de 1 jour au terme original des règlements mentionnés plus haut.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-12-11**

**12. Autorisation de signature d'un protocole d'entente dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites (PRECO)**

Attendu que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire a accordé une aide financière à la Municipalité dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites pour le renouvellement des conduites d'aqueduc du chemin de la Terrasse du Domaine

En conséquence, il est proposé par monsieur Charles Brochu,  
Appuyé par monsieur Robert Fournier,  
Et résolu :

D'autoriser le maire, monsieur Michel Beaulieu à signer le protocole d'entente établissant les modalités relatives à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-12**

**13. DM2009-160 – 42, chemin de la Fenière**

Madame Alice Dignard présente l'objet de la demande soumise par madame Sophie Boies et monsieur Jean-Marc Desbiens et invite l'assemblée à s'exprimer relativement à cette demande.

Aucune intervention du public sur cette demande.

ATTENDU QUE les propriétaires de l'immeuble situé au 42, chemin de la Fenière, sur le lot 1 821 090, demandent au conseil de leur accorder une dérogation mineure pour régulariser l'implantation de la résidence principale dont la marge de recul avant est de 6,3 m au lieu de 7,62 m stipulée règlement de zonage, tel qu'illustré au certificat de localisation préparé par monsieur Jean Taschereau, a.g, en date du 15 juin 2002, portant le numéro 2033 de ses minutes ;

ATTENDU QUE la bonne foi du propriétaire n'est pas mise en doute ;

ATTENDU QUE la demande ne cause aucun préjudice aux propriétés voisines ;

ATTENDU QUE le refus de cette demande aurait des conséquences financières importantes pour le propriétaire, soit pour la vente de la propriété ou pour des projets de rénovation ;

ATTENDU QUE la présente situation ne va pas à l'encontre des objectifs du plan d'urbanisme de la Municipalité ;

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'accepter la présente demande de dérogation mineure ;

En conséquence il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame Louise Delage,  
Et résolu unanimement

d'accepter la demande présentée par madame Sophie Boies et monsieur Jean-Marc Desbiens et d'accorder une dérogation mineure pour régulariser l'implantation de la résidence principale dont la marge de recul avant est de 6,3 m.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-13**

#### **14. DM2009-161 – 407, chemin du Tour-du-Lac**

Madame Alice Dignard présente l'objet de la demande soumise par madame Claudia Cabolet. Mme Dignard invite l'assemblée à s'exprimer relativement à cette demande.

Aucune intervention du public sur cette demande.

ATTENDU QUE madame Claudia Cabolet a adressé une demande au conseil pour régulariser l'implantation de la résidence située au 407, chemin du Tour-du-Lac, sur l'immeuble portant le numéro de lot 1 497 172 ;

ATTENDU QUE la résidence principale a été construite à 6,50 mètres de la ligne avant du lot alors que la marge de recul prescrite au règlement de zonage est de 7,62 mètres, tel qu'illustré au certificat de localisation préparé par monsieur, Alain Gosselin a.g, en date du 10 juin 2009, portant le numéro 14324 de ses minutes.

ATTENDU QUE cette propriété a fait l'objet d'une expropriation en 1967 par le ministère de la Voirie en vue de l'élargissement de l'emprise du chemin, ce qui a réduit de quelques mètres la profondeur du terrain. L'implantation de la résidence en 1969 aurait donc été faite sans que l'arpenteur géomètre ne tienne compte de l'expropriation.

- ATTENDU QUE la bonne foi du propriétaire n'est pas mise en doute et qu'un permis a été émis préalablement à la construction ;
- ATTENDU la largeur importante de l'emprise du chemin dans ce secteur et la localisation du bâtiment à plus de 15 mètres du pavage ;
- ATTENDU QUE le refus de cette demande aurait des conséquences financières importantes pour la vente de la propriété ou pour des projets de rénovation.
- ATTENDU QUE la présente situation ne va pas à l'encontre des objectifs du plan d'urbanisme de la Municipalité et que le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'accepter la présente demande de dérogation mineure.

En conséquence il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par monsieur Olivier Bérard,  
Et résolu unanimement :

d'accepter la demande présentée par madame Claudia Cabolet et d'accorder une dérogation mineure afin de régulariser l'implantation de la résidence située au 407 chemin du Tour-du-Lac dont la marge de recul avant est de 6,5 m au lieu de 7,62 m tel que prescrit au règlement de zonage.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-14**

#### **15. DM2009-162– 33, chemin de la Brunante**

Madame Alice Dignard présente l'objet de la demande soumise par monsieur Pierre Harvey pour régulariser l'implantation d'un garage à une distance de la résidence principale qui est inférieure à celle indiquée au règlement de zonage. Mme Dignard invite l'assemblée à s'exprimer relativement à cette demande.

Aucune intervention du public sur cette demande.

- ATTENDU QUE monsieur Pierre Harvey, propriétaire de l'immeuble situé au 33, chemin de la Brunante sur le lot 1 820 883 a adressé une demande au conseil afin de régulariser la localisation d'un garage isolé à une distance de la résidence principale moindre que la distance minimale prescrite au règlement de zonage ;
- ATTENDU QUE le certificat de localisation préparé par monsieur Vincent McCormack a.g. daté du 16 octobre 2009 indique que le dégagement entre la résidence et le garage est de 1,89 m alors que la distance minimale fixée au règlement de zonage est de 2 m ;
- ATTENDU QUE la bonne foi du propriétaire n'est pas mise en doute puisque l'erreur serait attribuable en partie à la mauvaise position de repères d'arpentage et que le

refus de cette demande aurait des conséquences financières importantes;

ATTENDU QUE la présente situation ne va pas à l’encontre des objectifs du plan d’urbanisme et que le comité consultation d’urbanisme recommande au conseil l’acceptation de cette demande de dérogation mineure ;

En conséquence il est proposé par madame Alice Dignard,  
Appuyé par madame Louise Delâge,  
Et résolu unanimement

d’accorder une dérogation mineure au propriétaire de l’immeuble situé au 33, chemin de la Brunante afin de régulariser l’implantation du garage à une distance de 1,89 m de la résidence au lieu de 2 m tel que prescrit au règlement de zonage.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-15**

**16. Acceptation d’une soumission pour la vidange et le transport des boues des fosses septiques, des fosses de rétention et des puisards pour les années 2010 à 2014 incl.**

ATTENDU QUE la municipalité de Lac-Beauport a demandé des soumissions pour la vidange et le transport des boues de fosses septiques, de fosses de rétentions et de puisards pour les années 2010 à 2014 incl.;

ATTENDU QUE l’ouverture des soumissions a eu lieu le 20 novembre 2009 à 11 h 00 ;

ATTENDU QUE (3) entreprises ont déposé des soumissions ;

ATTENDU QUE les soumissions se lisent comme suit :

Soumissionnaires	2010, 2012, 2014 secteur ouest	2011, 2013 secteur est	Prix avant taxes
Gaudreau Environnement	71 611,43 \$	86 934,81 \$	388 703,91 \$
Sani-Charlevoix	77 337,69 \$	86 327,85 \$	404 668,77 \$
Sani-Orléans	71 828,21 \$	80 027,00 \$	375 538,63 \$

ATTENDU QUE la plus basse soumission déposée par Sani-Orléans est jugée conforme ;

EN CONSEQUENCE il est proposé par monsieur Olivier Bérard,  
appuyé par madame Alice Dignard  
et résolu unanimement :

d’accepter la plus basse soumission conforme soit celle de Sani-Orléans aux coûts soumis par l’entreprise (excluant les taxes) pour la vidange des fosses septiques, de rétention et des puisards conformément aux conditions mentionnées au devis numéro 09-100 et

au cahier des charges et d'autoriser le maire et la directrice générale à signer un contrat à cet effet..

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-16**

**17. Nomination d'un représentant auprès du centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches**

Il est proposé par madame Louise Delâge,  
Appuyé par madame France Thériault,  
Et résolu :

Que monsieur Robert Fournier soit nommé représentant de la municipalité de Lac-Beauport auprès du Centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches (CRSBPCNCA).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-12-17**

**18. Période de questions**

Monsieur Raymond Frenette, résidant du lac Bleu, se dit heureux que le contrat de vidange des installations septiques ait été accordé de nouveau à Sani-Orléans puisqu'il juge les services de cette entreprise très satisfaisants.

Monsieur Benoît Poupart veut connaître l'échéancier de révision de la réglementation en vertu de laquelle un moratoire sur les travaux de construction en bordure du lac Beauport a été imposé. Le maire l'informe que dès le début de l'année 2010, le conseil entreprendra la révision de cette réglementation.

Monsieur Poupart informe l'assemblée que l'augmentation de la valeur des immeubles riverains du lac Beauport est de 70% et plus. Il s'inquiète de l'effet de cette hausse de valeur sur le prochain compte de taxes.

Enfin il souhaite que la réglementation d'urbanisme soit révisée de façon à ce que la circulation des motoneiges soit autorisée à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.

Le maire informe l'assemblée que les motoneigistes sont les bienvenus à Lac-Beauport, que cette activité est importante pour le développement touristique et qu'il recherche actuellement un compromis pour en réduire l'impact négatif sur le milieu de vie des résidents. Une rencontre est prévue avec les représentants de l'association des motoneigistes à cette fin.

Monsieur Armand Leblond souligne que la tenue de la séance consacrée à l'adoption des prévisions budgétaires 2010 à 17 h 00 n'est pas propice à la participation du public. Le maire prend note de ce commentaire et avise l'assemblée de consulter le site Internet de la municipalité pour connaître l'heure exacte de la présentation du budget le 21 décembre prochain.

Un résidant du chemin du Moulin avise le conseil que la vitesse excessive de la circulation dans le chemin du Moulin menace la sécurité des enfants qui descendent de l'autobus scolaire à l'intersection du chemin de la Passerelle et qui doivent circuler en bordure du chemin du Moulin. Cette problématique de vitesse excessive est constatée et dénoncée également dans le chemin des Lacs et dans la Traverse de Laval.

Monsieur Sylvain Desfossés est le nouveau président du Regroupement des propriétaires du lac Bleu. Il veut savoir qui sera le conseiller affecté à la municipalisation des chemins. Il est informé que madame Alice Dignard est la conseillère affectée à la municipalisation des chemins et que monsieur Charles Brochu est responsable des travaux publics.

Madame Jennifer Bignell informe le conseil que certains propriétaires de terrain dans le secteur nord ouest de la municipalité ont été très affectés par la modification du règlement de zonage. En effet, l'usage résidentiel de leur immeuble a été temporairement suspendu pour une période indéterminée en raison du désaveu de certaines dispositions du schéma d'aménagement de la MRC de La Jacques Cartier. À son avis, une lettre informant les propriétaires de cette situation aurait été opportune.

Monsieur Denis Duclos demande des précisions sur le mode de calcul de la valeur des terrains utilisée dans l'établissement de la contribution des promoteurs au fonds des espaces verts.

## **19. Levée de la séance**

Madame Louise Delâge propose la fermeture de cette session. Elle est appuyée par madame Alice Dignard.

Le président lève l'assemblée à 21 h 30

---

Michel Beaulieu  
Maire

---

Hélène Renaud  
Directrice générale